

## Examen des conséquences d'une trajectoire de croissance alternative à celle contenue dans le Programme de stabilité 2014-2017

### Le contexte et notre méthodologie

Le programme de stabilité 2014-2017 du 23 avril 2014 retient un scénario macroéconomique qui peut être jugé plutôt optimiste notamment pour 2016 et 2017 (2,25% de croissance). Le Haut Conseil des finances publiques dans son avis n°HCFP-2014-01 du 22 avril 2014 relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2014 à 2017 indique ainsi : « *Ce scénario suppose un enchaînement favorable où l'effet de la confiance restaurée permettrait de traduire rapidement les baisses de prélèvements en emplois, en revenus pour les ménages et en investissement des entreprises et, en conséquence, de limiter les effets sur l'activité d'une maîtrise des dépenses publiques* ». (...) « *Le Haut Conseil estime que la prévision d'une reprise portée par une amélioration de l'environnement international est vraisemblable. Il note toutefois que l'hypothèse de demande mondiale adressée à la France retenue par le Gouvernement est un peu plus élevée que celle des organismes internationaux* ». (...) « *Il existe un risque que les effets positifs sur l'emploi et les salaires de la politique de l'offre n'atténuent pas les effets négatifs sur l'activité de la consolidation budgétaire à la hauteur et au rythme de ce qui est prévu par le Gouvernement* ».

Pour mesurer ces risques, l'iFRAP a désiré réaliser deux séries de travaux, à l'aide du modèle NEMESIS, qui permettent de mieux cerner les enjeux de la discussion autour du PLFR :

- D'une part en proposant d'analyser les conséquences d'un cadrage macroéconomique moins favorable que celui du Programme de stabilité sur la dynamique des finances publiques pour les quatre prochaines années. Pour ce faire nous réalisons deux scénarios à l'aide du modèle NEMESIS. Tout d'abord, nous nous efforçons de réaliser un scénario qui réplique le « Programme de stabilité ». Nous tentons d'être le plus proche possible de la trajectoire fournie par le Gouvernement dans son document du 23 avril 2014 tant sur le plan du cadrage macroéconomique que sur celui de l'évolution des finances publiques. Nous construisons ensuite un second scénario qui envisage une croissance plus faible du fait à la fois d'une demande intérieure moins dynamique et d'une contribution moins forte du commerce extérieur (les deux risques pointés par le Haut Conseil des finances publiques). Les conséquences sur les dépenses et les recettes des administrations publiques de cette moindre croissance sont analysées. Nous qualifions ce deuxième scénario de scénario « alternatif ».
- D'autre part, de réaliser un examen des conséquences économiques des différentes mesures du Pacte de responsabilité et de solidarité afin de comparer nos résultats avec ceux produits par le Gouvernement et complétés par le rapport n°2049 de l'Assemblée Nationale de Valérie Rabault (pour les éléments concernant les effets des économies de dépenses publiques) (cf. une note du 2 juillet « *Analyse des conséquences économiques du Pacte de responsabilité et de solidarité* »).

## Comparaison du scénario de croissance du Programme de stabilité avec un scénario de croissance alternatif

### Notre scénario « Programme de stabilité »

Sur la base des informations contenues dans le document « Programme de stabilité 2014-2017 », nous construisons à l'aide du modèle NEMESIS un scénario macroéconomique qui soit le plus proche possible de celui envisagé par le Gouvernement, à savoir une croissance du PIB en volume de 1% en 2014, de 1,7% en 2015 et 2,25% en 2016 et 2017. Les contributions des différents agrégats économiques à cette croissance du PIB sont précisées en annexe. On note que la croissance retrouvée est portée à la fois par le dynamisme de la demande interne (consommation des ménages, consommation des administrations publiques et investissement) et une compétitivité retrouvée qui implique une contribution de plus en plus importante du solde du commerce extérieur. En 2017, lorsque la croissance du PIB est de l'ordre de 2,3% dans notre scénario « Programme de stabilité », la contribution de la consommation est de 1,26 point, celle de l'investissement de 0,55 point et celle du commerce extérieur de 0,16 point.

Ce redémarrage de la croissance envisagé dans le scénario économique « Programme de stabilité » implique la création de 900 000 emplois au cours des quatre années, (190 000 emplois créés en 2014, 250 000 en 2017). Le détail sectoriel de ces créations d'emplois est également fourni en annexe.

#### Croissance des agrégats macroéconomiques dans notre scénario « Programme de stabilité »

Taux de croissance en %	2014	2015	2016	2017
<b>PIB</b>	<b>1,03</b>	<b>1,67</b>	<b>2,26</b>	<b>2,32</b>
<b>Consommation finale des ménages</b>	0,80	1,60	2,20	2,20
<b>Investissement</b>	0,08	1,49	3,05	3,38
<b>Exportations</b>	3,53	4,68	6,96	7,05
<b>Importations</b>	3,02	4,29	5,75	5,63
<b>Consommation finale des APU</b>	0,40	0,80	0,10	0,50

Résultats de simulations NEMESIS sur la base des informations du Programme de stabilité

Afin de pouvoir examiner l'implication pour les finances publiques de ce scénario économique nous devons connaître le PIB nominal (PIB en valeur). Notre scénario considère une croissance de l'indice du prix du PIB de 1,3% en 2014, 1,5% en 2015, 1,7% en 2016 et 1,8% en 2017. Le PIB nominal croîtrait ainsi de 2,3% en 2014, 3,2% en 2015, 4% en 2016 et 4,1% en 2017.

Les dépenses et recettes des administrations publiques (APU) ainsi que le solde des APU sont indiqués dans le tableau suivant. Une annexe détaille les évolutions des principales composantes des dépenses et des recettes publiques.

#### PIB en valeur et comptes des administrations publiques de notre scénario « Programme de stabilité »

Milliards d'euros courants	2014	2015	2016	2017
<b>PIB nominal</b>	<b>2108</b>	<b>2176</b>	<b>2263</b>	<b>2357</b>
Taux de croissance PIB nominal	2,3%	3,2%	4,0%	4,1%
<b>Dépenses des APU</b>	1193	1208	1230	1254
<b>Recettes des APU</b>	1114	1141	1180	1223
<b>Solde des APU</b>	<b>-79</b>	<b>-67</b>	<b>-50</b>	<b>-31</b>
Dépenses des APU (en point de PIB)	56,6%	55,5%	54,4%	53,2%
Recettes des APU (en point de PIB)	52,9%	52,4%	52,1%	51,9%
<b>Solde des APU (en point de PIB)</b>	<b>-3,8%</b>	<b>-3,1%</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-1,3%</b>

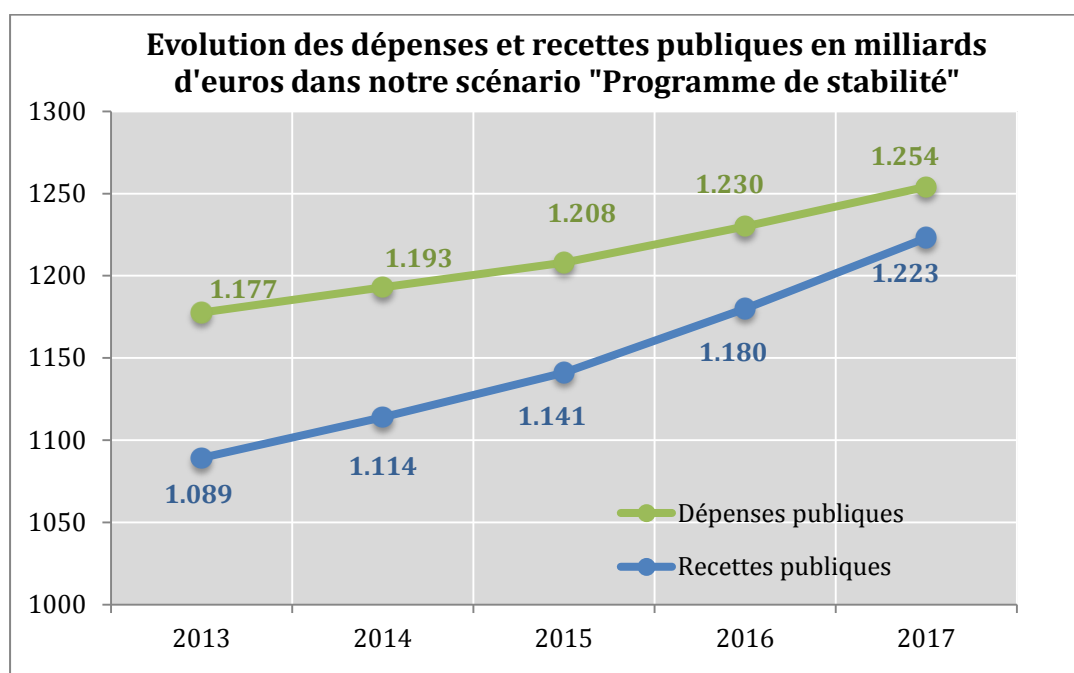
Résultats de simulations NEMESIS sur la base des informations du Programme de stabilité

Partant d'un solde négatif du compte des administrations publiques de 88 milliards d'euros en 2013, le Programme de stabilité envisage une réduction de ce déficit de 57 milliards d'euros à l'horizon 2017 pour le ramener à 31 milliards d'euros, soit 1,3% du PIB.

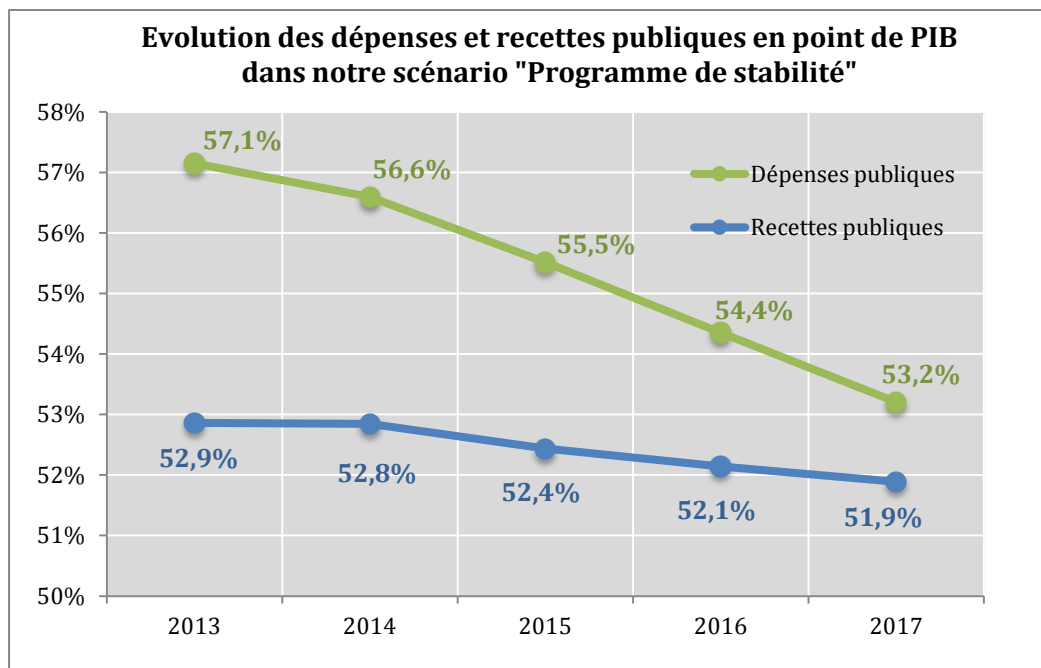
**Taux de croissance des Dépenses et des recettes des APU dans notre scénario « Programme de stabilité »**

En %	2014	2015	2016	2017
<b>Croissance du PIB</b>	2,3	3,2	4,0	4,1
<b>Dépenses des APU</b>	1,3	1,3	1,8	2,0
<b>Recettes des APU</b>	2,3	2,4	3,4	3,6

L'effort envisagé dans le Programme de stabilité porte essentiellement sur les dépenses publiques dont le poids serait réduit de presque 4 points entre 2013 et 2017. La croissance des dépenses des APU ne serait que de 1,3% par an sur 2014 et 2015 avant de faiblement progresser pour atteindre 2% en 2017. Les recettes connaîtraient une progression plus soutenue mais moins forte que celle du PIB nominal de sorte que le poids des recettes dans le PIB diminuerait également à partir de 2015.



A noter que les poids des dépenses et des recettes dans notre scénario diffère très légèrement en fin de période de ceux présentés dans le Programme de stabilité du fait d'une progression un peu plus soutenue du déflateur du PIB dans notre scénario en 2017 et 2013 et d'une croissance en volume également légèrement supérieure en 2017. Le programme de stabilité du Gouvernement indique ainsi un poids des dépenses publiques de 53,5% du PIB en 2017 alors que nous parvenons à 53,2% (de même pour les recettes publiques dont le poids envisagé dans le Programme de stabilité du gouvernement en 2017 est de 52,2% alors qu'il atteint 51,9% dans notre scénario « Programme de stabilité »).



### Notre scénario « alternatif »

Comme nous le rappelons dans notre cadrage initial, le Haut conseil des finances publiques dans son avis du 22 avril 2014 a relevé que le scénario économique du Programme de stabilité était « vraisemblable » mais « présentait des risques ». Le Haut Conseil bien entendu n'a pas produit un scénario alternatif. Sur la base d'hypothèses fournies par l'iFRAP, nous élaborons un tel scénario et apprécions ses conséquences sur le compte des administrations publiques.

Les taux de croissance du PIB en volume pour les différentes années sont inférieurs à ceux du scénario économique du Programme de stabilité : 0,7% en 2014, 1,4% en 2015, 1,6% en 2016 et 1,7% en 2017. L'OFCE dans ses prévisions rendues publiques le 17 avril 2014 avance un taux de croissance de 1,2% pour 2014 et 1,6% en 2016. Coe-Rexecode dans ses « Perspectives de l'économie mondiale 2014-2018 » le 18 juin 2014 avance une croissance du PIB de 0,6% en 2014, 0,9% en 2015, 1,2 % en 2016 et 1,3% en 2017. La Commission européenne dans ses prévisions de printemps du 5 mai 2014 envisage 1% en 2014 et 1,5% en 2015 pour la France. Dans sa note de conjoncture rendue publique le 24 juin 2014, l'INSEE indique une croissance de 0,7% pour 2014. Le FMI, dans ses prévisions rendues publiques le 3 juillet, estime la croissance pour la France à 0,7% en 2014, 1,4% en 2015, 1,7% en 2016 et 1,8% en 2018. Notre scénario est avant tout un scénario cohérent. Partant de notre scénario « Programme de stabilité », nous avons affaibli à la fois la contribution du commerce extérieur et celle de la demande intérieure et examiné les conséquences sur la croissance du PIB. Le point 2014 de notre scénario est en cohérence avec les prévisions de l'INSEE pour 2014 (notamment en matière de contribution des différents agrégats).

### Croissance des agrégats macroéconomiques dans le scénario « alternatif »

Taux de croissance en %	2014	2015	2016	2017
<b>PIB</b>	<b>0,68</b>	<b>1,44</b>	<b>1,57</b>	<b>1,71</b>
<b>Consommation finale des ménages</b>	0,20	1,40	1,60	1,70
<b>Investissement</b>	-0,77	0,99	2,29	3,20
<b>Exportations</b>	3,13	4,66	5,75	5,9
<b>Importations</b>	2,89	4,31	5,09	5,28
<b>Consommation finale des APU</b>	1,60	0,80	0,10	0,50

Résultats de simulations NEMESIS

Le déflateur du PIB croît de 1,2% en 2014, 1,5% en 2015, 1,65% en 2016 et 1,7% en 2017 (soit environ 0,1 point de moins que dans notre scénario « Programme de stabilité »). La croissance du PIB nominal de notre scénario alternatif est ainsi de 1,9% en 2014, 2,9% en 2015, 3,2% en 2016 et 3,4% en 2017. Le PIB nominal atteint ainsi 2307 milliards d'euros en 2017 dans ce scénario alternatif soit 50 milliards de moins que dans le scénario « Programme de stabilité ».

### PIB en valeur et comptes des administrations publiques

Milliards d'euros courants	2014	2015	2016	2017
<b>PIB nominal</b>	<b>2099</b>	<b>2161</b>	<b>2231</b>	<b>2307</b>
Taux de croissance PIB nominal	1,9%	2,9%	3,2%	3,4%
<b>Dépenses des APU</b>	1197	1213	1235	1261
<b>Recettes des APU</b>	1111	1136	1171	1210
<b>Solde des APU</b>	<b>-86</b>	<b>-77</b>	<b>-64</b>	<b>-51</b>
Dépenses des APU (en point de PIB)	57,0%	56,1%	55,4%	54,6%
Recettes des APU (en point de PIB)	52,9%	52,6%	52,5%	52,4%
<b>Solde des APU (en point de PIB)</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-3,6%</b>	<b>-2,9%</b>	<b>-2,2%</b>

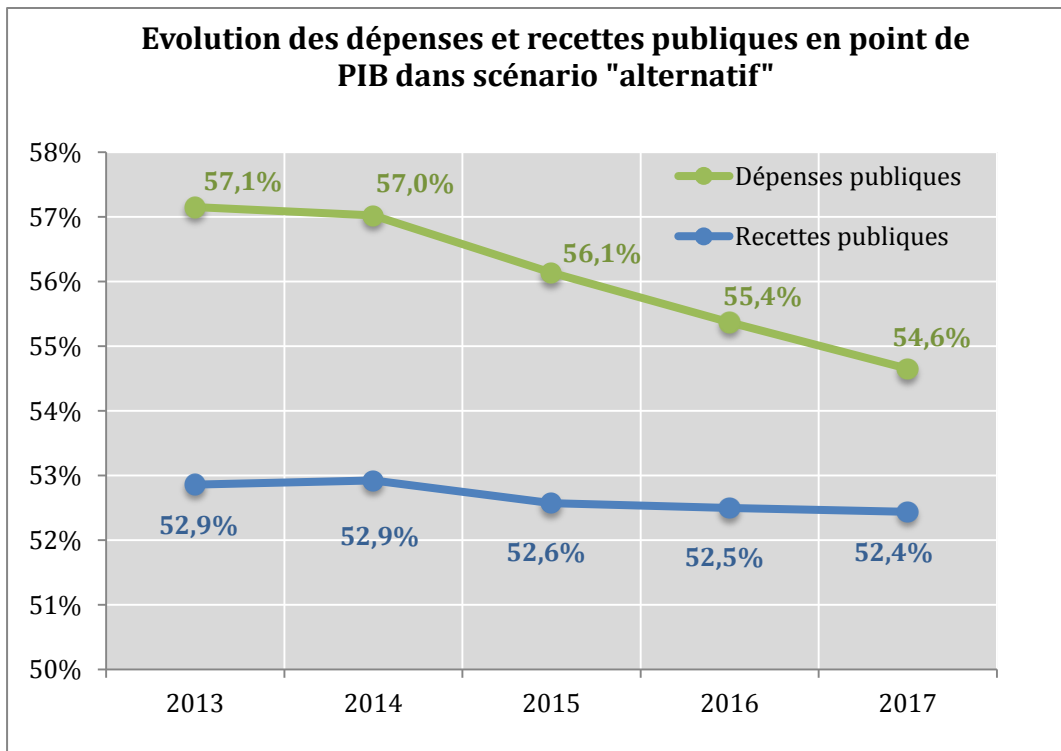
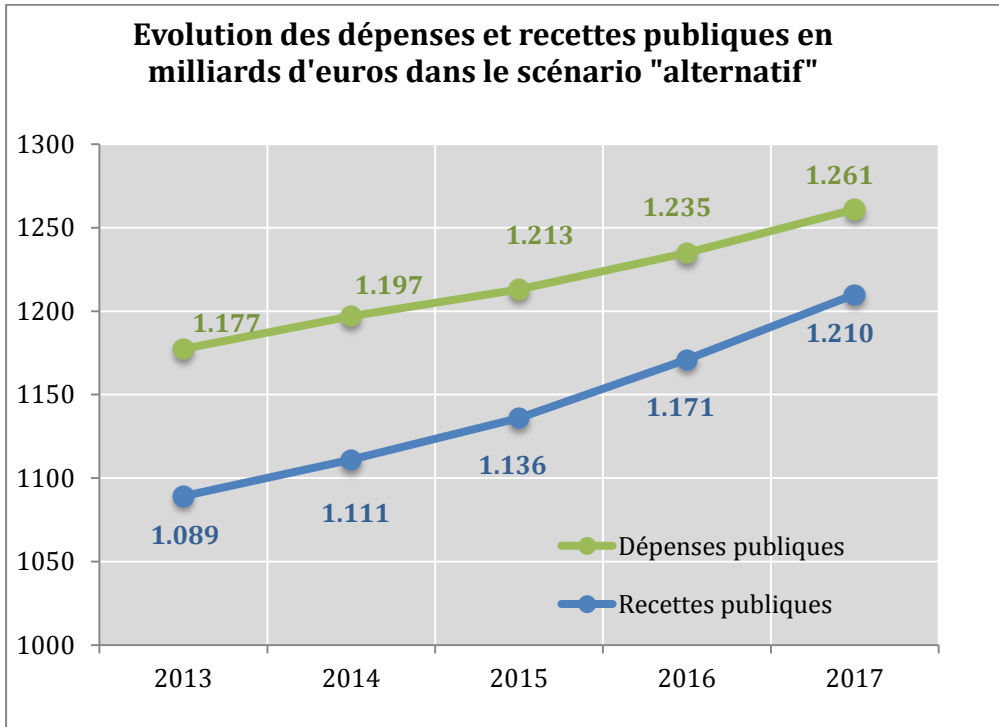
Résultats de simulations NEMESIS

### Taux de croissance des Dépenses et des recettes des APU dans notre scénario « alternatif »

En %	2014	2015	2016	2017
<b>Croissance du PIB</b>	1,9	2,9	3,2	3,4
<b>Dépenses des APU</b>	1,7	1,3	1,8	2,1
<b>Recettes des APU</b>	2,0	2,3	3,1	3,4

Dans le scénario « alternatif » le ralentissement de la progression des dépenses publiques est moins marqué, notamment en 2014 et en 2017. Les dépenses des APU atteignent 1261 milliards d'euros en 2017 (+7,0 milliards d'euro par rapport à notre scénario « Programme de stabilité »). Le constat est encore plus frappant lorsqu'on examine l'évolution du poids des dépenses des APU dans le PIB puisque la moindre croissance abaisse le dénominateur relativement au scénario précédent de sorte que la ratio dépenses des APU / PIB est encore de 54,6% en 2017 (contre 53,2% dans notre scénario « Programme de stabilité »). Par ailleurs la moindre création d'emplois dans ce scénario implique une indemnisation du chômage plus forte ce qui pèse sur les dépenses des APU.

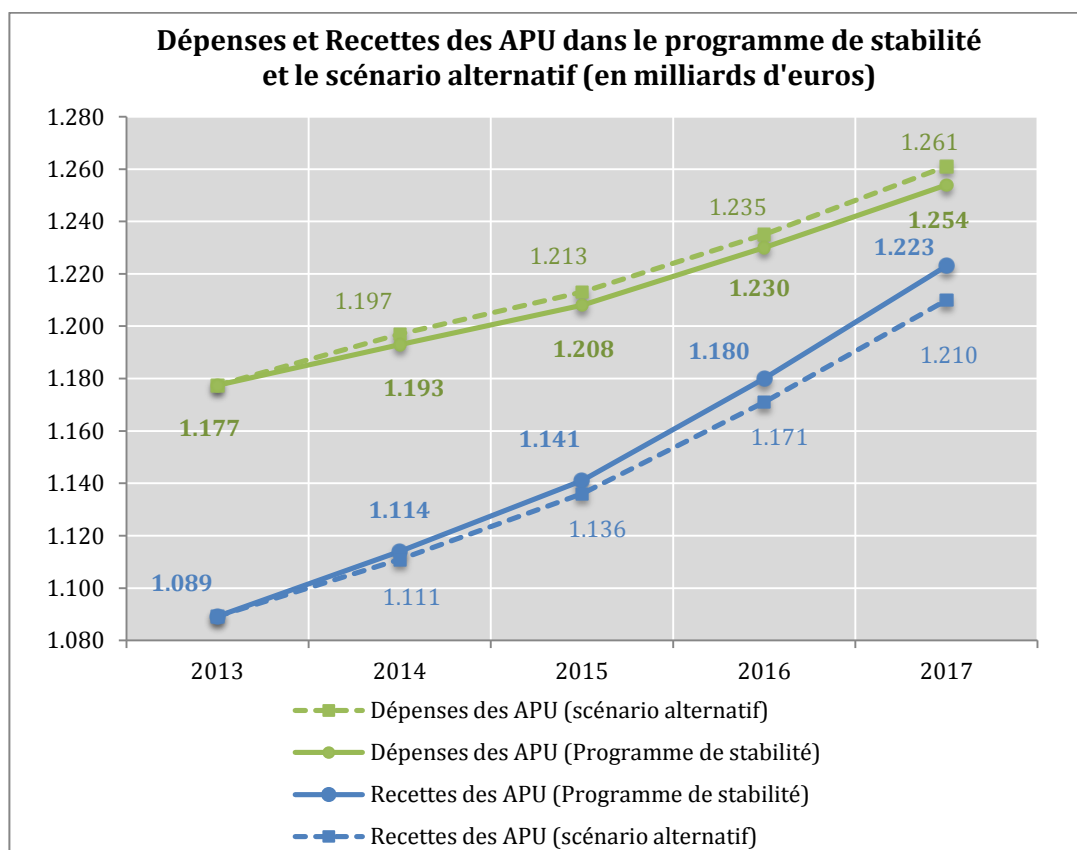
La progression des recettes est également moins dynamique en lien avec une conjoncture moins favorable. Les recettes des APU progressent au rythme de 2% en 2014, 2,3% en 2015, 3,1% en 2016 et 3,4% en 2017%. Elles atteignent 1210 milliards d'euros en 2017 soit 13,7 milliards d'euros de moins que celles du scénario « Programme de stabilité ».

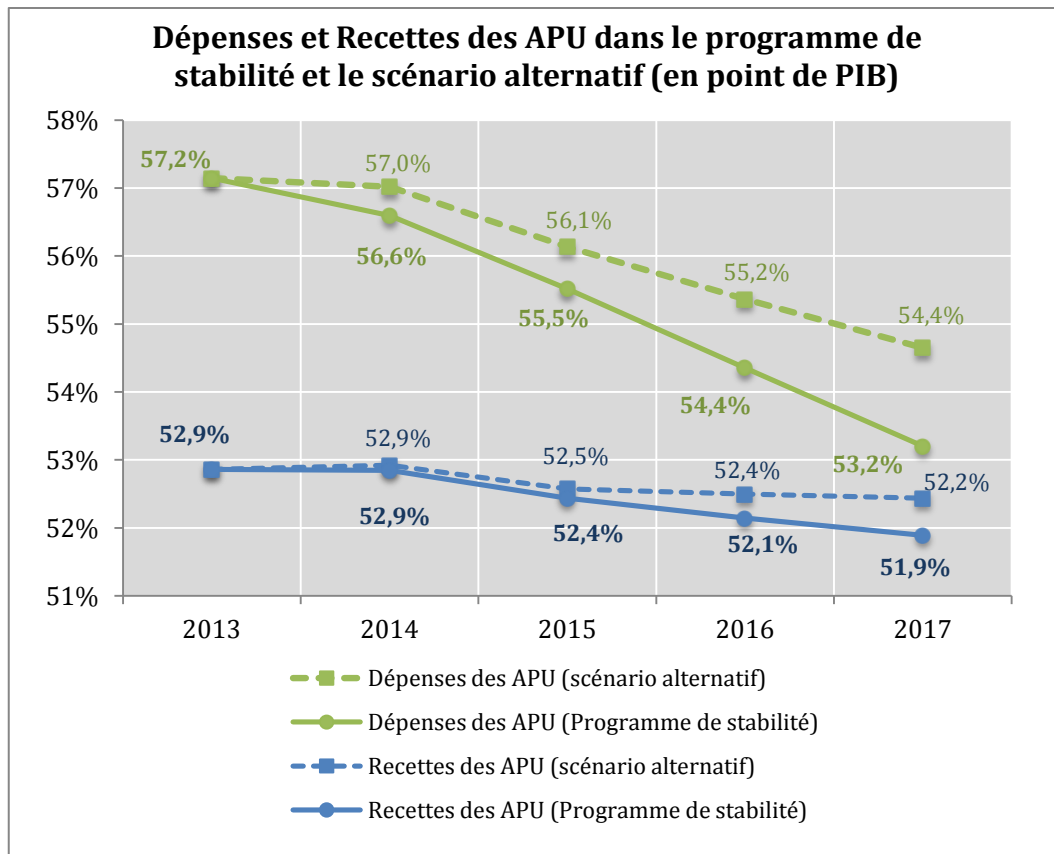


## Comparaison des deux trajectoires en matière de finances publiques

Les graphiques suivants permettent d'apprécier les différences de trajectoire (en points de PIB et en milliards d'euros courants) des deux scénarios présentés. De manière attendue, les dépenses des APU apparaissent supérieures dans le scénario « alternatif » (notamment du fait de l'indemnisation du chômage ; les prestations sociales en espèce sont ainsi supérieures de 1,7 milliards d'euros dans le scénario « alternatif » en 2017). Nous considérons également que, face à une conjoncture moins favorable, les économies réalisées dans les dépenses publiques seraient légèrement ralenties par rapport à ce qui est envisagé dans le scénario du Programme de stabilité (ainsi les consommations intermédiaires des APU sont supérieures de 3,5 milliards d'euros dans le scénario « alternatif à celles du scénario « Programme de stabilité »). L'écart de dépenses des APU entre les deux scénarios atteint 7,0 milliards d'euros en 2017. Le supplément de charges d'intérêt sur la dette publique atteindrait un peu plus de 1,6 milliard d'euros en 2017 (voir plus loin).

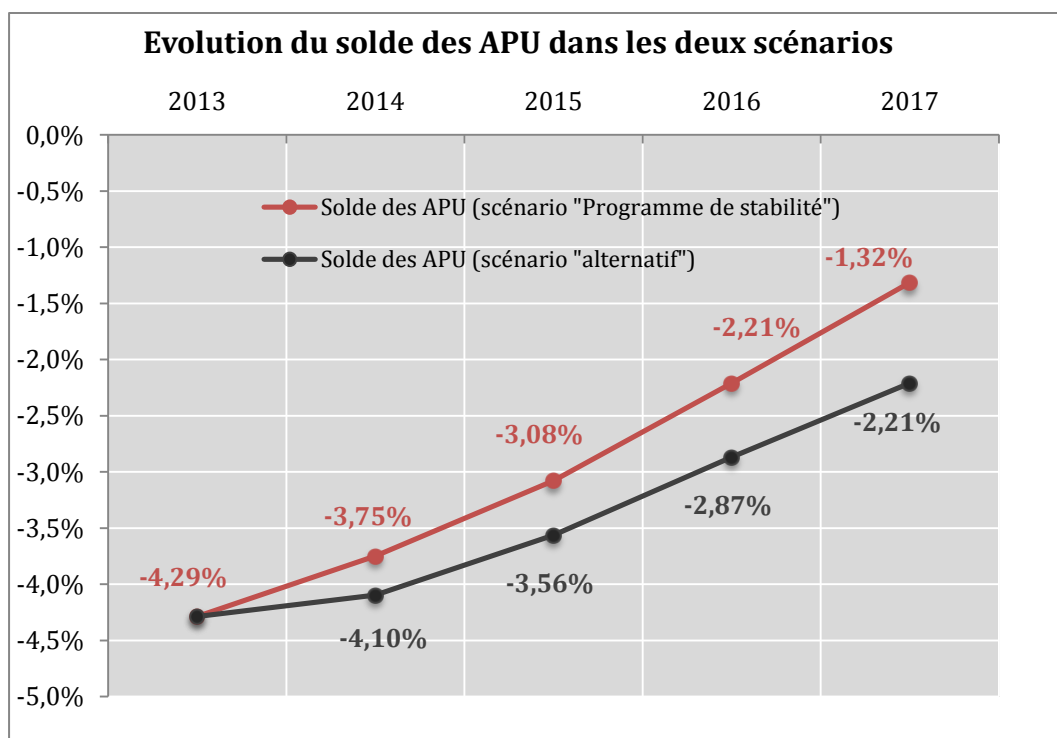
La différence la plus importante porte sur les recettes des APU qui sont plus sensibles à l'état de la conjoncture. En 2017, les recettes des APU du scénario « alternatif » sont inférieures de 13,7 milliards d'euros à celles du scénario « Programme de stabilité ». Les cotisations sociales sont inférieures du fait d'un emploi moins dynamique dans le scénario alternatif (les cotisations sociales sont inférieures de 3,2 milliards d'euros à celles du scénario « Programme de stabilité » en 2017). La moindre croissance de la consommation implique des recettes de TVA également plus faibles (les recettes de TVA sont inférieures de 3,6 milliards d'euros à celles du scénario « Programme de stabilité » en 2017, les taxes sur les produits inférieures de 1,7 milliards d'euros). Enfin, les recettes des impôts sur les revenus (IR, IS, CSG) du scénario « alternatif » sont inférieures de 2,8 milliards d'euros à leur niveau du scénario « Programme de stabilité ».





La différence de solde des APU entre les deux scénarios est de 8,0 milliards d'euros en 2014, 9,3 milliards d'euros en 2015, 14,8 milliards d'euros en 2016 et 20,7 milliards d'euros en 2017 (soit 0,9 point de PIB). Comme on le voit sur les graphiques précédents, ce déficit public supplémentaire dans le scénario « alternatif » provient à la fois d'un léger supplément de dépenses (notamment du fait d'une plus forte indemnisation du chômage) et de moindres recettes du fait d'une conjoncture moins favorable.

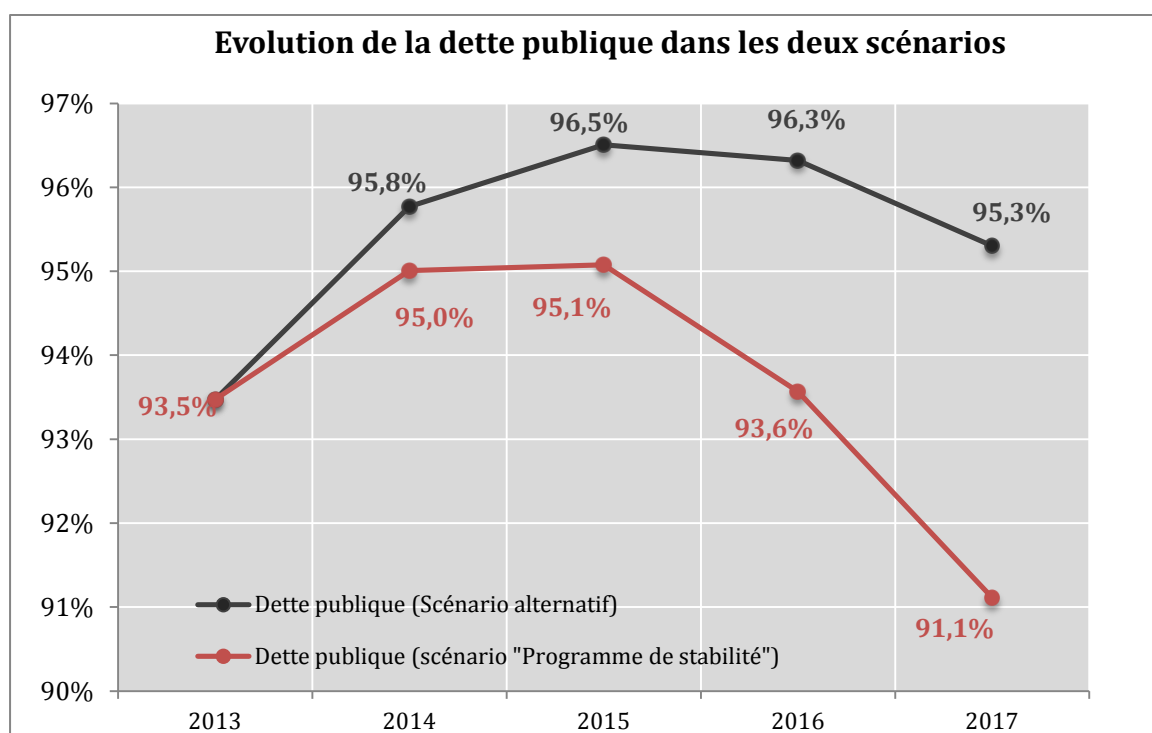




Le supplément de déficit public ainsi que la plus faible croissance dans le scénario « alternatif » aboutissent à une évolution de la dette publique en point de PIB moins favorable dans le scénario alternatif. Le supplément de dette publique en point de PIB entre les deux scénarios est de 4,2 points en 2017 (95,3% dans le scénario alternatif contre 91,1% dans le scénario « Programme de stabilité »).

#### Dette publique dans les deux scénarios (en milliards d'euros et en points de PIB)

	2013	2014	2015	2016	2017
Dette publique (scénario "Programme de stabilité") <i>En milliards d'euros</i>	1 926,0	2 003	2 069	2 117	2 148
<b>Dette publique (scénario "Programme de stabilité")</b> <i>En point de PIB</i>	<b>93,5%</b>	<b>95,0%</b>	<b>95,1%</b>	<b>93,6%</b>	<b>91,1%</b>
Dette publique (Scénario alternatif) <i>En milliards d'euros</i>	1 926,0	2 011	2 085	2 149	2 199
<b>Dette publique (Scénario alternatif)</b> <i>En point de PIB</i>	<b>93,5%</b>	<b>95,8%</b>	<b>96,5%</b>	<b>96,3%</b>	<b>95,3%</b>



En considérant le taux d'intérêt apparent de la dette présenté dans le Programme de stabilité (2,6% en 2013 et 2014, 2,7% en 2015, 2,8% en 2016 et 3% en 2017) pour les deux scénarios, c'est à dire en considérant qu'il n'y aurait pas d'effet sur le taux d'intérêt de la dette publique française du dérapage des finances publiques dans le scénario « alternatif » relativement au scénario « Programme de stabilité », le supplément de charges d'intérêt serait de 1,6 milliard d'euros en 2017.

#### Charges d'intérêt (en milliards d'euros et en points de PIB)

<i>En milliards d'euros</i>	2013	2014	2015	2016	2017
Charges d'intérêt (scénario "Programme de stabilité")	47,4	50,6	54,4	58,8	63,6
Charges d'intérêt (scénario "alternatif")	47,4	50,8	54,8	59,7	65,2
<b>Charges d'intérêt (scénario "Programme de stabilité")</b>	<b>2,30%</b>	<b>2,40%</b>	<b>2,50%</b>	<b>2,60%</b>	<b>2,70%</b>
<b>Charges d'intérêt (scénario "alternatif")</b>	<b>2,30%</b>	<b>2,42%</b>	<b>2,54%</b>	<b>2,68%</b>	<b>2,82%</b>

Les charges d'intérêt en point de PIB sont très légèrement supérieures dans le scénario « alternatif » (0,1 point en 2016 et 2017) de sorte que l'écart de solde primaire entre les deux scénarios est de 0,8 point en 2017 contre 0,9 point de différence de solde des APU.

#### Solde des APU et solde primaire (en milliards d'euros et en points de PIB)

<i>En milliards d'euros et en point de PIB</i>	2013	2014	2015	2016	2017
--	------	------	------	------	------

Solde des APU (Programme de stabilité)	-88,3	-79	-67	-50	-31
Solde des APU (scénario alternatif)	-88,3	-86	-77	-64	-51
<b>Solde des APU (programme de stabilité)</b>	<b>-4,3%</b>	<b>-3,7%</b>	<b>-3,1%</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-1,3%</b>
<b>Solde des APU (scénario alternatif)</b>	<b>-4,3%</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-3,6%</b>	<b>-2,9%</b>	<b>-2,2%</b>
Solde primaire (Programme de stabilité)	-41,0	-28,4	-12,6	8,8	32,6
Solde primaire (scénario alternatif)	-41,0	-35,2	-22,2	-4,3	14,2
<b>Solde primaire (Programme de stabilité)</b>	<b>-2,0%</b>	<b>-1,3%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>0,4%</b>	<b>1,4%</b>
<b>Solde primaire (scénario alternatif)</b>	<b>-2,0%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-1,0%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>0,6%</b>

## Détermination du solde structurel

On identifie deux composantes du solde public effectif : le solde conjoncturel, qui correspond à la part des fluctuations du solde public qui peut être expliquée par des facteurs conjoncturels (ou temporaires) et le solde structurel, c'est à dire le solde public tel qu'il serait constaté si le produit intérieur brut (PIB) était égal à son potentiel.

L'identification des soldes conjoncturel et structurel implique l'estimation du PIB potentiel, qui représente le niveau de production qui résulterait du plein emploi des ressources productives, soit le capital et le travail, compatible avec la stabilité des prix à long terme. Nous retenons le PIB potentiel présenté par le Gouvernement dans le Programme de stabilité et rappelé par François Marc dans son rapport sur le PLFR :

**Tableau : Hypothèse de croissance potentielle**

	2013	2014	2015	2016	2017
Croissance potentielle	1,4	1,5	1,5	1,6	1,6

Source : Rapport du Sénat n°672 sur le PLFR du 2 juillet 2014 par M. François Marc (p.29)

L'écart de production en 2013 indiqué dans le programme de stabilité (p.87) est de 2,8%. Cet écart (« output gap ») se réduit lorsque la croissance constatée est supérieure à la croissance potentielle. Dans le scénario « Programme de stabilité », ceci est le cas à partir de 2015. L'écart au PIB potentiel, de 3,3% en 2014 se réduit ainsi à 1,7% en 2017. En considérant que la moitié de cet écart constitue le solde conjoncturel (voir les explications à la page 29 du rapport n°672 du Sénat de F. Marc publié le 2 juillet 2014), le solde conjoncturel est encore négatif en 2017 (-0,9 point de PIB). En corrigeant le solde public des effets de la conjoncture (donc en retranchant le solde conjoncturel), on obtient le solde structurel. Le déficit structurel se réduit progressivement dans le scénario « Programme de stabilité » mais demeure de 0,5 point de PIB en 2017.

### Détermination du solde structurel dans le cas du scénario « Programme de stabilité »

En % et en point de PIB	2013	2014	2015	2016	2017
Croissance potentielle (1)	1,40%	1,50%	1,50%	1,60%	1,60%
Croissance du PIB (2)	0,30%	1,03%	1,67%	2,26%	2,32%
Ecart au PIB potentiel (3) = Ecart(t-1) + (2) – (1)	-2,80%	-3,27%	-3,10%	-2,44%	-1,72%
Solde public (4)	-4,29%	-3,75%	-3,08%	-2,21%	-1,32%
Solde conjoncturel (5) = (3) / 2	-1,40%	-1,64%	-1,55%	-1,22%	-0,86%
Solde structurel : solde public corrigé des effets du cycle (6) = (4) – (5)	-2,89%	-2,11%	-1,53%	-0,99%	-0,46%
Charges d'intérêt (7)	2,30%	2,40%	2,50%	2,60%	2,70%
Solde structurel primaire : solde primaire corrigé des effets du cycle (8) = (6) + (7)	-0,59%	0,29%	0,97%	1,61%	2,24%

Dans notre scénario « alternatif », nous avons considéré que le PIB reprenait progressivement le rythme de sa croissance potentielle. L'effet de rattrapage (« fermeture de l'output gap » lorsque l'économie croît à un rythme plus rapide que celui de la croissance potentielle pour combler l'écart de production) est donc très faible. La croissance ne dépasse la croissance potentielle qu'en 2017. Le solde conjoncturel est donc très peu réduit dans le scénario « alternatif » (il reste aux environs de 1,8 point de PIB). Le solde structurel est pour sa part comparable à celui du

scénario « Programme de stabilité » puisque notre exercice vise principalement à examiner les conséquences d'une conjoncture plus défavorable sur l'évolution des comptes publics.

### Détermination du solde structurel dans le cas du scénario « alternatif »

En % et en point de PIB	2013	2014	2015	2016	2017
Croissance potentielle (1)	1,40%	1,50%	1,50%	1,60%	1,60%
Croissance du PIB (2)	0,30%	0,68%	1,44%	1,57%	1,71%
Ecart au PIB potentiel (3) = Ecart(t-1) + (2) – (1)	-2,80%	-3,62%	-3,68%	-3,70%	-3,60%
Solde public (4)	-4,29%	-4,10%	-3,56%	-2,87%	-2,21%
Solde conjoncturel (5) = (3) / 2	-1,40%	-1,81%	-1,84%	-1,85%	-1,80%
Solde structurel : solde public corrigé des effets du cycle (6) = (4) – (5)	-2,89%	-2,29%	-1,72%	-1,02%	-0,41%
Charges d'intérêt (7)	2,30%	2,42%	2,54%	2,68%	2,82%
Solde structurel primaire : solde primaire corrigé des effets du cycle (8) = (6) + (7)	-0,59%	0,13%	0,81%	1,66%	2,41%

### Calcul de l'effet « boule de neige »

Pour conclure, nous présentons nos calculs de l'effet « boule de neige » dans les deux scénarios à la manière de ce qui est réalisé dans le document de la Commission européenne SWD(2014) 411 FINAL « *Evaluation du programme national de réforme et du programme de stabilité de la France pour 2014* » (cf. p.51). L'objet de ce calcul est d'indiquer les forces sous-jacentes à l'évolution de la dette publique exprimée en point de PIB. Tout déficit primaire accroît mécaniquement la dette. L'accroissement de la dette est renforcé par les intérêts qui portent sur celle-ci. En revanche, comme nous examinons le ratio dette publique rapportée au PIB, tout accroissement du PIB nominal (soit du fait de la croissance du PIB en volume, soit du fait de la croissance du déflateur du PIB) fera décroître le poids de la dette dans le PIB.

### Calcul de l'effet « Boule de neige » dans le cas du scénario « Programme de stabilité »

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Dette publique en point de PIB</b>	93,5%	95,0%	95,1%	93,6%	91,1%
<b>Variation du ratio de dette publique</b>		<b>1,5%</b>	<b>0,1%</b>	<b>-1,5%</b>	<b>-2,5%</b>
<i>Contribution à la variation du ratio de dette publique</i>					
<b>1) Solde primaire</b>		<b>1,3%</b>	<b>0,6%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-1,4%</b>
<b>2) Effet boule de neige</b>		<b>0,1%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-1,3%</b>	<b>-1,3%</b>
<b>dont dépenses d'intérêt</b>		2,4%	2,5%	2,6%	2,7%
<b>dont effet de la croissance</b>		-1,0%	-1,6%	-2,2%	-2,3%
<b>dont effet de l'inflation</b>		-1,3%	-1,5%	-1,7%	-1,7%
<b>3) ajustement (non expliqué)</b>		<b>0,1%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,2%</b>

Dans le scénario « Programme de stabilité », la dette en point de PIB commence diminuer en 2016. L'effet de l'excédent primaire (dès 2015) est renforcée par l'effet « boule de neige » (qui joue ici dans le « bon sens ») : la croissance du PIB nominal étant supérieure au poids des

charges d'intérêt à partir de 2015. L'effet « boule de neige » amplifie le désendettement obtenu par les excédents primaires (en 2017 la variation de 2,5 points du ratio de dette publique est expliquée pour moitié par le solde primaire positif et pour moitié par l'effet « boule de neige »).

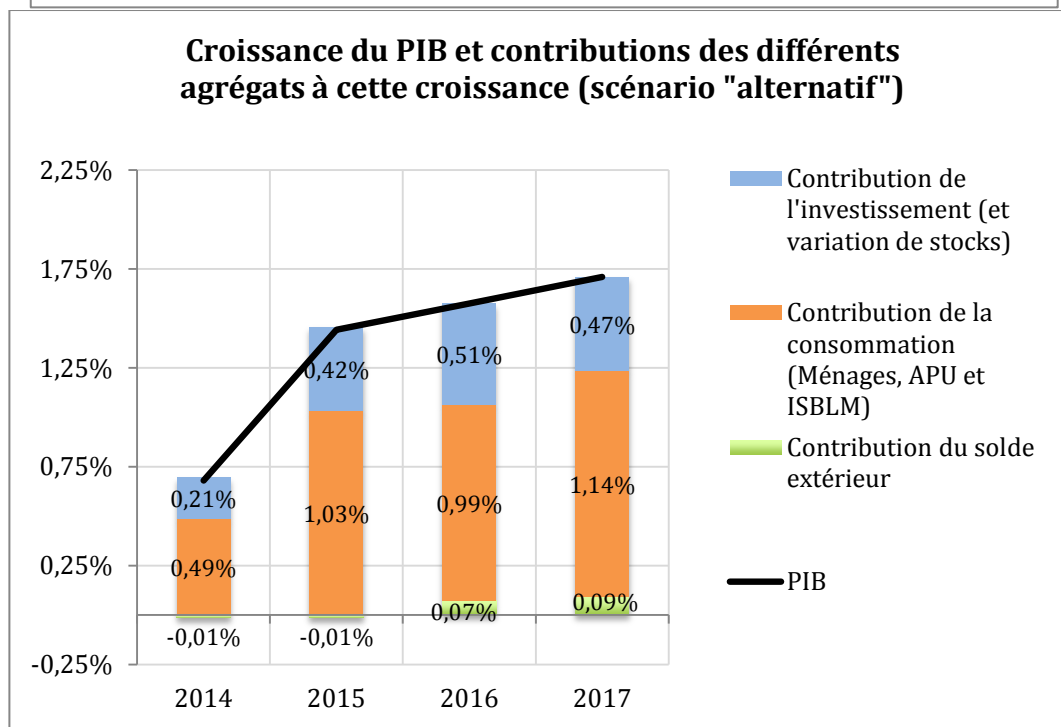
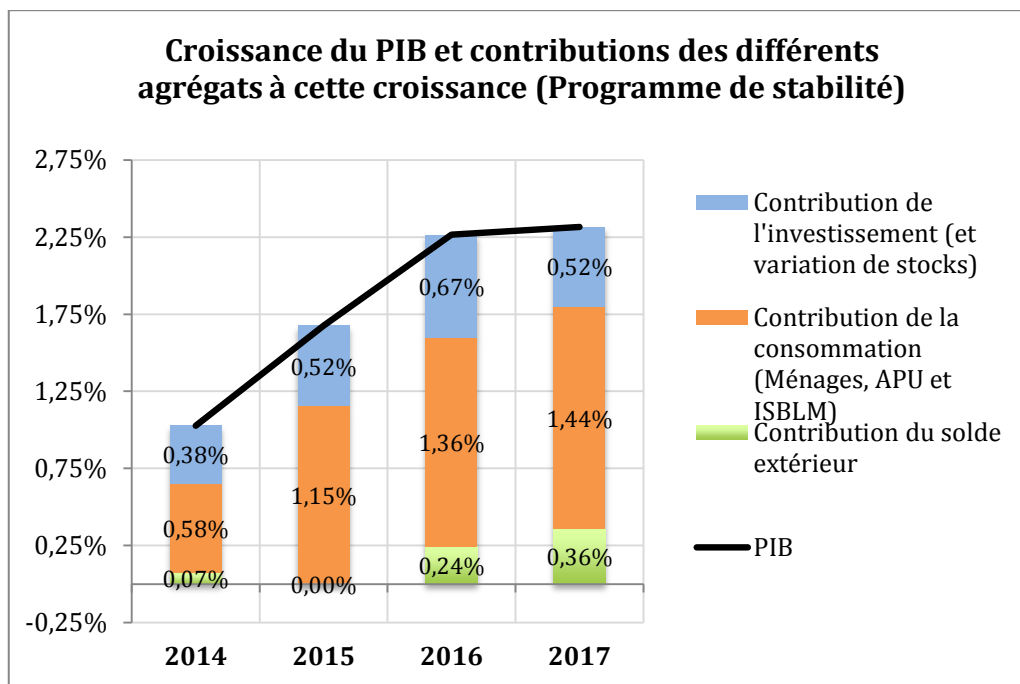
Dans le scénario « alternatif », l'inflexion du ratio de dette publique en point de PIB est moins marquée en 2016 (la dette est plutôt « stabilisée » cette année-là alors qu'elle décroît de 1,5 point dans le scénario « Programme de stabilité »). Ce désendettement moins marqué s'explique par la faiblesse de l'excédent primaire qui n'apparaît qu'en 2017. Par ailleurs, la plus faible croissance du PIB nominal aboutit à un effet « boule de neige » de désendettement moins important (l'écart entre les dépenses d'intérêt et la croissance du PIB nominal est de -0,6 point dans le scénario « alternatif » contre -1,3 point de PIB dans le scénario « Programme de stabilité »). L'effort sur le solde primaire est donc moins amplifié et la dette publique en point de PIB est encore de 95,3% en 2017.

#### Calcul de l'effet « Boule de neige » dans le cas du scénario « alternatif »

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Dette publique en point de PIB</b>	93,5%	95,8%	96,5%	96,3%	95,3%
<b>Variation du ratio de dette publique</b>		<b>2,3%</b>	<b>0,7%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-1,0%</b>
<i>Contribution à la variation du ratio de dette publique</i>					
<b>1) Solde primaire</b>		<b>1,7%</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,2%</b>	<b>-0,6%</b>
<b>2) Effet boule de neige</b>		<b>0,5%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-0,6%</b>
<b>dont dépenses d'intérêt</b>		2,4%	2,5%	2,7%	2,8%
<b>dont effet de la croissance</b>		-0,7%	-1,4%	-1,6%	-1,7%
<b>dont effet de l'inflation</b>		-1,3%	-1,5%	-1,7%	-1,7%
<b>3) ajustement (non expliqué)</b>		<b>0,1%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,2%</b>

## Annexe : Détail des deux scénarios (contributions à la croissance du PIB)

Les graphiques et tableaux ci-dessous permettent d'apprécier les contributions des principaux agrégats macroéconomiques à la croissance du PIB. La somme des contributions des différents agrégats est égale à la croissance du PIB.



**Croissance du PIB et contribution des différents agrégats à cette croissance (en point)  
dans le scénario « Programme de stabilité »**

<i>En% (PIB) et en point</i>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
<b>PIB</b>	<b>1,03</b>	<b>1,67</b>	<b>2,26</b>	<b>2,32</b>
Consommation finale des ménages	0,49	0,97	1,34	1,33
Exportations	1,13	1,53	2,35	2,49
Importations	1,06	1,53	2,10	2,13
Consommation finale des APU et ISBLM	0,09	0,18	0,02	0,11
Investissement	0,02	0,29	0,60	0,67
Variation de stocks	0,36	0,23	0,07	-0,15
<b>Contribution de la consommation (Ménages, APU et ISBLM)</b>	<b>0,58</b>	<b>1,15</b>	<b>1,36</b>	<b>1,44</b>
<b>Contribution de l'investissement (et variation de stocks)</b>	<b>0,38</b>	<b>0,52</b>	<b>0,67</b>	<b>0,52</b>
<b>Contribution du solde extérieur</b>	<b>0,07</b>	<b>0,00</b>	<b>0,24</b>	<b>0,36</b>

**Croissance du PIB et contribution des différents agrégats à cette croissance (en point)  
dans le scénario « alternatif »**

<i>En% (PIB) et en point</i>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
<b>PIB</b>	<b>0,68</b>	<b>1,44</b>	<b>1,57</b>	<b>1,71</b>
Consommation finale des ménages	0,12	0,85	0,97	1,03
Exportations	1,00	1,53	1,94	2,10
Importations	1,01	1,54	1,87	2,01
Consommation finale des APU et ISBLM	0,36	0,18	0,02	0,11
Investissement	-0,15	0,19	0,44	0,63
Variation de stocks	0,36	0,23	0,07	-0,15
<b>Contribution de la consommation (Ménages, APU et ISBLM)</b>	<b>0,49</b>	<b>1,03</b>	<b>0,99</b>	<b>1,14</b>
<b>Contribution de l'investissement (et variation de stocks)</b>	<b>0,21</b>	<b>0,42</b>	<b>0,51</b>	<b>0,47</b>
<b>Contribution du solde extérieur</b>	<b>-0,01</b>	<b>-0,01</b>	<b>0,07</b>	<b>0,09</b>

**Ecart de croissance du PIB entre les deux scénarios et différence des contributions**

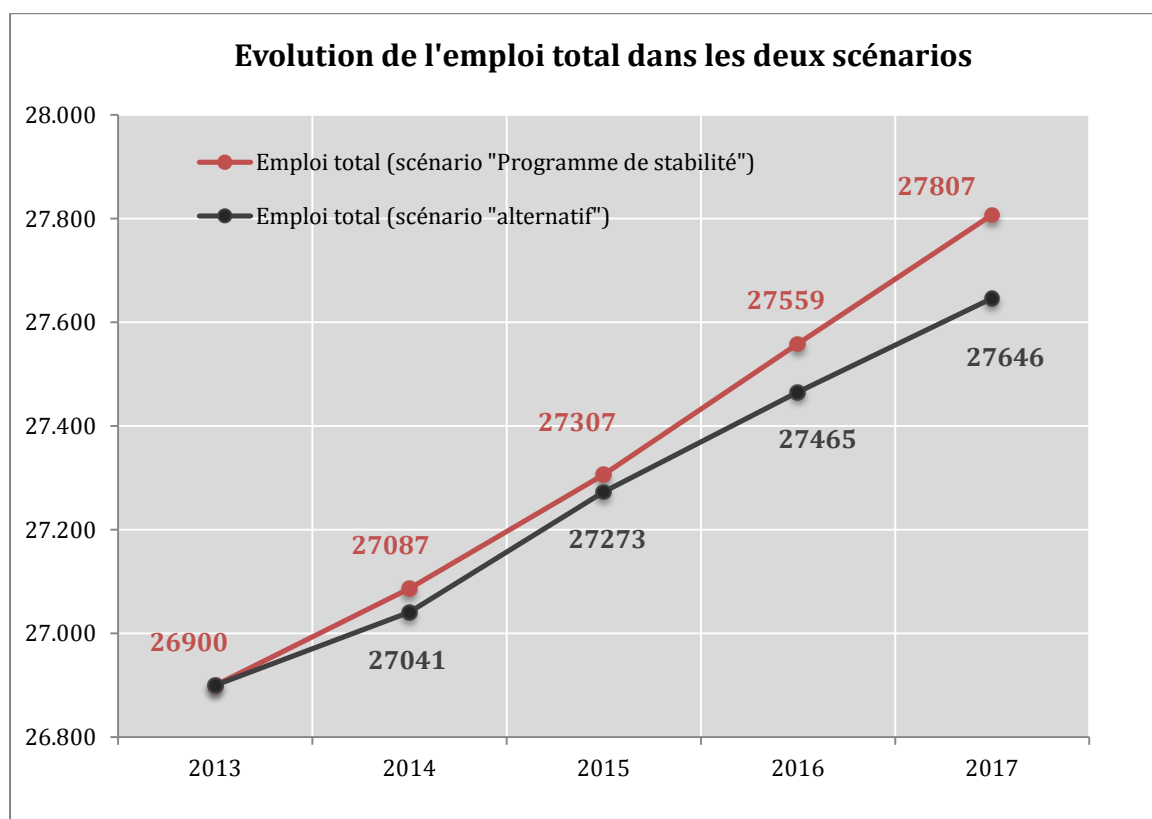
<i>En point</i>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
<b>PIB</b>	<b>-0,35</b>	<b>-0,23</b>	<b>-0,69</b>	<b>-0,61</b>
<b>Contribution de la consommation (Ménages, APU et ISBLM)</b>	<b>-0,09</b>	<b>-0,12</b>	<b>-0,37</b>	<b>-0,30</b>
<b>Contribution de l'investissement (et variation de stocks)</b>	<b>-0,17</b>	<b>-0,10</b>	<b>-0,15</b>	<b>-0,04</b>
<b>Contribution du solde extérieur</b>	<b>-0,09</b>	<b>-0,01</b>	<b>-0,17</b>	<b>-0,26</b>



## Annexe : Evolution de l'emploi dans les deux scénarios

### Evolution de l'emploi total dans les deux scénarios

	2014	2015	2016	2017
<b>Emploi total (scénario "Programme de stabilité")</b>	<b>27087</b>	<b>27307</b>	<b>27559</b>	<b>27807</b>
Création annuelle d'emplois (Programme de stabilité)	187	220	252	249
Cumul des créations d'emplois (Programme de stabilité)	187	407	659	907
<b>Emploi total (scénario "alternatif")</b>	<b>27041</b>	<b>27273</b>	<b>27465</b>	<b>27646</b>
Création annuelle d'emplois (scénario alternatif)	141	232	192	181
Cumul des créations d'emplois (scénario alternatif)	141	373	565	746



## Annexe : Détail sectoriel de l'emploi dans les deux scénarios

### Estimation de l'emploi sectoriel dans le scénario « Programme de stabilité »

<i>En milliers</i>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Agriculture	670	674	678	682	684
Industrie	3 430	3 436	3 453	3 485	3 520
Construction	1 745	1 746	1 757	1 776	1 796
Services marchands	12 810	12 995	13 191	13 394	13 589
APU, enseignement, Santé, Action sociale	8 245	8 237	8 229	8 221	8 213
<b>Total (salariés et non salariés)</b>	<b>26 900</b>	<b>27 089</b>	<b>27 308</b>	<b>27 557</b>	<b>27 802</b>

### Estimation de l'emploi sectoriel dans le scénario « alternatif »

<i>En milliers</i>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Agriculture	670	672	677	679	680
Industrie	3430	3425	3441	3456	3471
Construction	1745	1740	1749	1762	1780
Services marchands	12810	12967	13177	13347	13502
APU, enseignement, Santé, Action sociale	8245	8237	8229	8221	8213
<b>Total (salariés et non salariés)</b>	<b>26900</b>	<b>27041</b>	<b>27273</b>	<b>27465</b>	<b>27646</b>

### Écart d'emploi entre les deux scénarios

<i>En milliers</i>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
Agriculture	2	1	2	4
Industrie	11	12	28	49
Construction	7	8	14	16
Services marchands	28	14	47	87
APU, enseignement, Santé, Action sociale	0	0	0	0
<b>Total (salariés et non salariés)</b>	<b>48</b>	<b>35</b>	<b>92</b>	<b>156</b>

**Annexe : Détail des deux scénarios**  
**(principales composantes des dépenses et des recettes publiques)**

**Evolutions des principales composantes des dépenses et des recettes des APU**  
**dans le « Programme de stabilité »**

<i>En milliards d'euros</i>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
<b>Dépenses des APU</b>	<b>1177,5</b>	<b>1192,7</b>	<b>1208,3</b>	<b>1229,8</b>	<b>1254,5</b>
<b>Rémunérations des salariés et consommations intermédiaires</b>	<b>390,8</b>	<b>393,3</b>	<b>399,2</b>	<b>401,3</b>	<b>407,5</b>
Rémunérations des salariés	280,2	284,2	286,7	288,6	292,7
Consommations intermédiaires	110,6	109,1	112,5	112,7	114,9
<b>Prestations sociales</b>	<b>549,7</b>	<b>559,0</b>	<b>567,1</b>	<b>579,9</b>	<b>591,3</b>
Prestations sociales en nature	129,5	132,3	136,6	139,5	142,5
Prestations sociales en espèces	420,2	426,6	430,5	440,4	448,8
<b>FBCF</b>	<b>70,4</b>	<b>69,7</b>	<b>64,9</b>	<b>64,9</b>	<b>64,9</b>
<b>Recettes des APU</b>	<b>1089,2</b>	<b>1113,7</b>	<b>1140,5</b>	<b>1179,6</b>	<b>1223,3</b>
<b>Cotisations sociales</b>	<b>398,9</b>	<b>409,2</b>	<b>414,8</b>	<b>426,2</b>	<b>442,7</b>
<b>Impôts sur les revenus (IS,IR, CSG,...)</b>	<b>246,3</b>	<b>243,1</b>	<b>248,7</b>	<b>258,5</b>	<b>268,4</b>
<b>Impôts sur la production et les importations</b>	<b>328,2</b>	<b>342,6</b>	<b>355,5</b>	<b>369,0</b>	<b>381,1</b>
dont TVA	144,4	154,4	160,6	168,3	176,0
dont taxes sur les produits	87,0	89,0	90,8	93,6	96,9
dont Taxes sur les imports	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8
dont autres taxes sur les produits	96,2	98,5	103,4	106,3	107,5

**Evolutions des principales composantes des dépenses et des recettes des APU**  
**dans le scénario « alternatif »**

<i>En milliards d'euros</i>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
<b>Dépenses des APU</b>	<b>1177,5</b>	<b>1197,3</b>	<b>1213,1</b>	<b>1235,6</b>	<b>1261,5</b>
<b>Rémunérations des salariés et consommations intermédiaires</b>	<b>390,8</b>	<b>397,1</b>	<b>403,1</b>	<b>405,2</b>	<b>411,5</b>
Rémunérations des salariés	280,2	284,7	287,1	289,1	293,2
Consommations intermédiaires	110,6	112,4	115,9	116,1	118,3
<b>Prestations sociales</b>	<b>549,7</b>	<b>559,5</b>	<b>567,5</b>	<b>580,9</b>	<b>593,0</b>
Prestations sociales en nature	129,5	132,3	136,6	139,5	142,5
Prestations sociales en espèces	420,2	427,2	430,9	441,4	450,5
<b>FBCF</b>	<b>70,4</b>	<b>69,7</b>	<b>64,9</b>	<b>64,9</b>	<b>64,9</b>
<b>Recettes des APU</b>	<b>1089,2</b>	<b>1110,3</b>	<b>1136,1</b>	<b>1170,6</b>	<b>1209,5</b>
<b>Cotisations sociales</b>	<b>398,9</b>	<b>408,3</b>	<b>414,0</b>	<b>424,3</b>	<b>439,6</b>
<b>Impôts sur les revenus (IS, IR, CSG,...)</b>	<b>246,3</b>	<b>242,4</b>	<b>247,8</b>	<b>256,7</b>	<b>265,6</b>
<b>Impôts sur la production et les importations</b>	<b>328,2</b>	<b>340,9</b>	<b>352,9</b>	<b>364,1</b>	<b>374,0</b>
dont TVA	144,4	153,4	159,2	165,8	172,4
dont taxes sur les produits	87,0	88,7	90,2	92,4	95,1
dont Taxes sur les imports	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
dont autres taxes sur les produits	96,2	98,2	102,8	105,1	105,7

### Différences dans les évolutions des principales composantes des dépenses et des recettes des APU entre le scénario « alternatif » et le « Programme de stabilité »

<i>En milliards d'euros</i>	2014	2015	2016	2017
<b>Dépenses des APU</b>	<b>4,6</b>	<b>4,8</b>	<b>5,8</b>	<b>7,0</b>
<b>Rémunérations des salariés et consommations intermédiaires</b>	<b>3,8</b>	<b>3,9</b>	<b>3,9</b>	<b>4,0</b>
Rémunérations des salariés	0,5	0,5	0,5	0,5
Consommations intermédiaires	3,3	3,4	3,4	3,5
<b>Prestations sociales</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>1,0</b>	<b>1,7</b>
Prestations sociales en nature	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales en espèces	0,5	0,4	1,0	1,7
<b>FBCF</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Recettes des APU</b>	<b>-3,5</b>	<b>-4,4</b>	<b>-9,0</b>	<b>-13,7</b>
<b>Cotisations sociales</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,7</b>	<b>-1,8</b>	<b>-3,2</b>
<b>Impôts sur les revenus (IS, IR, CSG,...)</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,8</b>
<b>Impôts sur la production et les importations</b>	<b>-1,7</b>	<b>-2,6</b>	<b>-4,9</b>	<b>-7,1</b>
dont TVA	-1,0	-1,4	-2,5	-3,6
dont taxes sur les produits	-0,4	-0,6	-1,2	-1,7
dont Taxes sur les imports	0,0	0,0	0,0	0,0
dont autres taxes sur les produits	-0,3	-0,6	-1,2	-1,8

### Différences dans les évolutions des principales composantes des dépenses et des recettes des APU entre le scénario « alternatif » et le « Programme de stabilité »

<i>En point de PIB</i>	2014	2015	2016	2017
<b>Dépenses des APU</b>	<b>0,22</b>	<b>0,22</b>	<b>0,26</b>	<b>0,30</b>
<b>Rémunérations des salariés et consommations intermédiaires</b>	<b>0,18</b>	<b>0,18</b>	<b>0,17</b>	<b>0,17</b>
Rémunérations des salariés	0,02	0,02	0,02	0,02
Consommations intermédiaires	0,16	0,16	0,15	0,15
<b>Prestations sociales</b>	<b>0,02</b>	<b>0,02</b>	<b>0,05</b>	<b>0,07</b>
Prestations sociales en nature	0,00	0,00	0,00	0,00
Prestations sociales en espèces	0,02	0,02	0,05	0,07
<b>FBCF</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes des APU</b>	<b>-0,16</b>	<b>-0,21</b>	<b>-0,40</b>	<b>-0,59</b>
<b>Cotisations sociales</b>	<b>-0,04</b>	<b>-0,03</b>	<b>-0,08</b>	<b>-0,14</b>
<b>Impôts sur les revenus (IS,IR, CSG,...)</b>	<b>-0,03</b>	<b>-0,04</b>	<b>-0,08</b>	<b>-0,12</b>
<b>Impôts sur la production et les importations</b>	<b>-0,08</b>	<b>-0,12</b>	<b>-0,22</b>	<b>-0,30</b>
dont TVA	-0,05	-0,06	-0,11	-0,15
dont taxes sur les produits	-0,02	-0,03	-0,05	-0,07
dont Taxes sur les imports	0,00	0,00	0,00	0,00
dont autres taxes sur les produits	-0,01	-0,03	-0,05	-0,08

## Le modèle NEMESIS

Le modèle NEMESIS a été élaboré par un consortium européen financé principalement par la Direction Générale Recherche de la Commission européenne. Les principaux autres membres du consortium étaient le Bureau Fédéral du Plan belge et l'Université Technique d'Athènes.

Le modèle NEMESIS est un système de modèles économétriques sectoriels détaillés (trente secteurs d'activité) élaboré pour chacun des vingt-sept pays de l'Union européenne (sauf Chypre) plus la Norvège, les autres zones du monde étant plus sommairement modélisées, à l'exception de certains grands pays (États-Unis, Japon) qui jouent un rôle majeur dans l'élaboration et le transfert des connaissances scientifiques.

Pour chaque pays, le modèle comporte un modèle du cœur économique qui peut dialoguer à la demande avec trois modules périphériques (module énergie-environnement, module agriculture et occupation des sols, module régional).

NEMESIS est un modèle macro-sectoriel dont la trajectoire de croissance n'est pas seulement le résultat de la dynamique macroéconomique ensuite désagrégée en secteurs selon des règles de répartition qui ne dépendraient que des inflexions macroéconomiques. La croissance propre à chacun des secteurs influence celle des autres activités ainsi que celle des économies étrangères. Les trajectoires sectorielles ont des impacts sur toutes les activités par le biais de la demande de consommations intermédiaires et d'investissement qui leur est adressée et par les externalités de connaissance dont elles bénéficient. Il en résulte une dynamique intersectorielle reflétant les interactions fortes entre d'une part des secteurs à gros potentiel de développement, tels que l'aéronautique ou les secteurs des technologies de l'information, et d'autre part des secteurs à croissance plus lente ou à faible progrès de productivité (certains secteurs de services aux particuliers par exemple). Les interactions sont décrites par des matrices d'échanges intersectoriels de biens et services. Dans le modèle NEMESIS, elles sont étendues aux échanges de connaissances (utilisation des données de citations de brevets, etc.).

Cette force intersectorielle (ascendante) est combinée à une force purement macroéconomique (descendante) pour imprimer une dynamique macro-sectorielle que l'on peut qualifier d'« hybride » au sens où elle est la résultante de dynamiques *bottom up* et *top down* : la productivité de l'économie provient ainsi de l'agrégation des dynamiques hétérogènes propres à chaque activité mais aussi des inflexions exogènes de la croissance (prix, demande mondiale) qui influent de manière contrastée sur les secteurs en fonction de leur sensibilité à certaines variables.

Le modèle s'écarte de la structure traditionnelle des modèles économétriques « néo-keynésiens » en ce sens que le bloc « offre » incorpore les propriétés tirées des nouvelles théories de la croissance : progrès technique endogène, performance économique dépendant de la R & D, prise en compte des externalités de connaissance. L'augmentation de la R & D produit des effets qualité et productivité qui augmentent la demande finale interne et externe et « dopent » à long terme les résultats en termes de croissance et d'emploi.

## Bibliographie

**Assemblée Nationale (2014)**, « Rapport sur le PLFR pour 2014 », Rapport n°2049 par Mme Valérie Rabault.

**Coe-Rexecode (2014)**, « Perspectives de l'économie mondiale 2014-2018 », juin 2014

**Commission Européenne (2014)**, « Evaluation du Programme national de réforme et du programme de stabilité de la France pour 2014 », SWD(2014) 441 final

**Haut Conseil des Finances Publiques (2014a)**, « Avis relatif aux prévisions macroéconomiques associées au projet de programme de stabilité pour les années 2014 à 2017 », Avis n°HCFP-2014-01 du 22 avril 2014.

**Haut Conseil des Finances Publiques (2014b)**, « Avis relatif aux projets de lois de finances rectificative et de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 », Avis n°HCFP-2014-03 du 5 juin 2014.

**iFRAP (2014a)**, « Programme de stabilité 2014-2017 : croissance surestimée, économies incertaines », 25 avril 2014 par Agnès Verdier-Molinié et Samuel-Frédéric Servière

**iFRAP (2014b)**, « Loi de finances et loi de financement rectificatives : des économies au compte-gouttes », 13 juin 2014 par Samuel-Frédéric Servière

**iFRAP (2014c)**, « Cour des Comptes : impôts, dépenses, effectifs, l'heure de vérité », 19 juin 2014 par Samuel-Frédéric Servière

**INSEE (2014)**, Note de conjoncture, juin 2014

**OFCE (2014)**, « France : ajustements graduels, Perspectives 2014-2015 pour l'économie française », 17 avril 2014 par Eric Heyer, Marion Cochard, Bruno Ducoudré et Hervé Péléaux.

**Programme de stabilité 2014-2017**, 23 avril 2014

**Sénat (2014)**, « Rapport sur le PLFR », rapport n°672 du 2 juillet 2014 par M. François Marc

**SEURECO ERASME (2014)**, « Analyse des conséquences économiques du Pacte de responsabilité et de solidarité », note du 2 juillet 2014 réalisée pour l'iFRAP.